

Economie P.3

Les droits d'usage de la route désormais perçus sur la route Lomé-Vogan



Plate-forme Industrielle d'Adétikopé : Arrivée des premiers véhicules P.6



LE

Ni de gauche, ni de la droite, même pas du centre.

LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0534 du 04 Août 2021 - 250 F CFA / Pdf: 1 €

Société P.5

Etablissement d'un casier judiciaire désormais possible en ligne

Au Sommet mondial sur l'éducation :



Musique P.4

Jimi Hope, Demain 5 août, 3 ans déjà !



Demain 5 août les mélomanes togolais et pourquoi pas le peuple tout entier se souviendront du monument de la musique togolaise Jimi Hope décédé il y a 3 ans à Paris. ■■■

Suite à la page 2

Faure Gnassingbé plaide pour le préscolaire P.3

UEMOA :

Des pas vers un ajustement des données statistiques P.4

ONG : le Togo suspend l'attribution des agréments et envisage des réformes

La décision est tombée le 26 juillet dernier lors du conseil des ministres tenu à Pya. Le Togo compte réformer le cadre juridique d'intervention des Organisations non gouvernementales (ONG) sur son territoire.

En effet, Sani YAYA, ministre togolais de l'Economie et des Finances, a présenté devant le conseil, les résultats de l'évaluation des activités menées par les ONG opérant au Togo.

« Compte tenu de l'évolution du contexte d'intervention des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et de la nécessité pour l'Etat d'assurer le contrôle, la transparence et l'efficacité de leurs actions, il est apparu nécessaire d'actualiser le



cadre réglementaire », a indiqué le gouvernement. Concrètement, à travers la réforme annoncée, l'exécutif vise essentiellement à mettre en cohérence les actions menées par ces organisations sur le terrain avec les priorités du gouvernement.

Aussi, en attendant l'efficacité de la réforme, apprend-on, l'attribution et le renouvellement des

agréments sont suspendus aux ONG.

Par ailleurs, selon les données du Ministère des affaires étrangères, plus d'une cinquantaine d'ONG sont établies au Togo. Ces dernières interviennent essentiellement sur les questions humanitaires, sociales, environnementales et bien d'autres. ■

Source : autogo.tg

Pharmacies de garde à Lomé

Du 02 au 09 Août 2021

- STE RITA* Rue avée, Doulassamé - Face Hôtel SANA.96 80 09 70.90 05 09 74 ST RAPHAEL* Marché Atikpodji 22 21 84 26
- BIOVA* Bd. Houphët-Boigny.22 34 50 93.70 23 19 23
- KPEHENOU* Boulevard HOUPHOUËT-BOIGNY.22 21 32 24.70 45 25 03
- CHÂTEAU-D'EAU* Près Château d'eau de BE.22 21 57 51.96 80 08 88
- EMMANUEL* 637 AV DUISBURG Face MIVIP Kodjoviakopé.22 21 30 98.90 09 94 03 AVE MARIA* Face ENSF près du CHU Tokoin.22 22 33 01
- ST KISITO* Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM.22 21 99 63.96 80 09 64
- MAIRIE* Face Mairie.22 21 26 39
- LA PROSPERITE* Bd Eyadéma entre l'immeuble EDA OBA et la Direction Police Judiciaire (DPJ).22 22 06 22.70 44 86 96
- GBEZE* Boulevard Jean Paul II 22 26 32 61
- BAH* Face EPP Hédzranawé.22 26 03 20.90 55 79 59
- St PIERRE* Sa boville Hédzranawé. Boulevard Haho.22 26 19 73.70 43 26 67 PEUPLE* Marché NUKAFU.22 26 84 22
- DEO GRATIAS* Rue Notre Dame de la Miséricorde KEGUE DINGBLE.96 80 08 93.96 28 57 13
- UNION* Bd Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - BE KPOTA.22 27 71 64.96 32 97 26
- O GRAIN D'OR* Carrefour Zorrobar, Grand contournement.22 70 06 90.70 59 09 53
- BETHEL* Rte d'Adido omé.22 25 23 70.91 86 29 87
- DES ECOLES* Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG, Route de Kpalimé.22 51 7575.96 80 09 14
- HOSANNA* Carrefour Sagbado-Sémekonawo, face station service SANOL.97 77 69 59.92 53 50 00
- MAGNIFICAT* Aflao Sa bado Yokoè, Rue de la Pampa à 100 m du Palais Royal de Yokoè.70 44 51 59.93 29 07 37
- MATHILDA* Route PATASSE - Lomégan - ODEF.22 51 15 34
- EL-SHADAI* Face Ecole Théologie ESTAO.22 51 44 25.96 80 09 10
- ENOULI* Station d'Agbalépédogan.22 25 90 68
- LE GALIEN* Rue Pavée d'Adidoadin.22 51 71 71.96 80 09 21
- DES ROSES* Quartier Vakpossito, en face de l'entreprise de l'Union.70 42 37 72
- VOLONTAS DEI* Quartier Avédü, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City 70 42 23 60.91 49 54 48
- BETANIA* Rue SitO, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah.96 80 10 11.70 43 89 40
- ADOUNI* Vakpossito-Logogomé, près du carrefour AISED.70 39 39 97 08 79 79
- NOTRE DAME DE LOURDE* Agoè Anomé, carrefour "Deux lions" près de l'église des Assemblées de Dieu.96 80 10 19
- CLEMENCE* Rte de la Cour d'Appel, entre l'Agence CEET d'Agoè et l'Ecole privée La Source.70 19 35 35.70 21 26 26
- LA MAIN DE DIEU* AGOE ASSIYEE non loin de l'église des Assemblées de Dieu (Temple Galilé) 93 40 21 21
- ESPACE VIE* Agoè Logopé, face bar Plaisir 2003.99 85 89 07
- DIVINA GRACIA* Quartier Agoè-Fiovi, Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafan.93 83 91 00.96 80 10 21
- A DIEU LA GLOIRE* A 200m du marché de Légbassito sur grand contournement, voie de Madikpéto.93 26 36 00
- TCHEP'SON* Face Terminal du Sahel To bléko.é.96 90 04 64.70 42 94 41
- LA GRÂCE* Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN AGIP Agoè.22 25 91 65.90 56 16 81
- ST ESPRIT* Bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est.70 40 29 06
- REGINA PACIS* Rte Nationale N OI près du Bar sous l'Antenne.99 83 90 83
- SANGUERA* Près du Lycée de Sanguéra.70 42 80 80.99 90 89 72
- GANFAT* AGOE DALIKO près du carrefour EDEM CAMP GP.70 22 15 15
- BAGUIDA* Face CMS de Ba uida.70 42 47 77
- AVEPOZO* A côté de la place publique d'Avépozo.22 27 04 86
- Prompte guérison aux patients.**

Musique : Jimi Hope, Demain 5 août, 3 ans déjà !



Suite à la UNE

De son vrai nom Kokou Senaya, Jimi Hope au delà du Rocker était aussi un grand nom dans le domaine de la peinture et de la sculpture. Plus de 200 tableaux et une quinzaine d'albums à son actif, c'est une véritable icône qui a tiré sa révérence à l'âge de 63 ans. ■



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis

Au Sommet mondial sur l'éducation : Faure Gnassingbé plaide pour le préscolaire

Lors de sa remarquable intervention le 29 juillet dernier au sommet mondial sur l'éducation à Londres au Royaume Uni, le président togolais qui participait à un panel de haut niveau, a peint un tableau peu reluisant du système éducatif en Afrique où le préscolaire selon lui reçoit très peu d'investissements. La conséquence, c'est que la base pour la plupart des élèves est faussée avec un cursus scolaire parfois bâclé conduisant à l'abandon des classes.



Faure Gnassingbé ne s'est pas limité au constat. Il a formulé des recommandations en vue d'assurer plus d'égalité et d'équité en faveur de tous les enfants sans distinction de rang social de leurs parents. Tout en insistant sur le préscolaire, le chef de l'Etat a plaidé pour plus d'investissement dans le préscolaire une véritable garantie de fondement indispensable à un meilleur épanouissement dans son évolution.

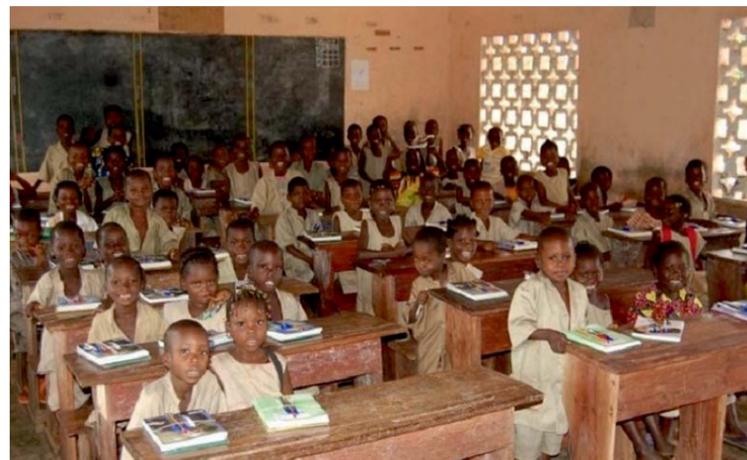
L'éducation doit être inclusive « Il faut promouvoir l'éducation inclusive en offrant aux familles dans les régions les plus défavorisées et aux parents les plus pauvres la chance d'assurer l'éducation de leurs enfants. Nous aurions aussi réglé le problème de l'éducation de la jeune fille victime de l'inégalité des sexes ajouté à celle des familles où les filles sont malheureusement désavantagées. Ceci pourra contribuer à accroître les chances des femmes à accéder au marché du travail ». Il faut rappeler au Togo, la part réservée à l'éducation dans le budget est de 25%.

Le sommet mondial sur l'éducation a été organisé par Global partnership

for éducation (GPE) a connu la participation des chefs d'états et de gouvernement et les partenaires de la GPE. La rencontre a mobilisé les participants autour d'un seul objectif : s'unir pour soutenir une éducation de qualité pour tous les enfants notamment en préscolaire.

Pour le panel, le président togolais avait à ses côtés ses homologues nigérian, ghanéen, kenyan et malawite.■

PF

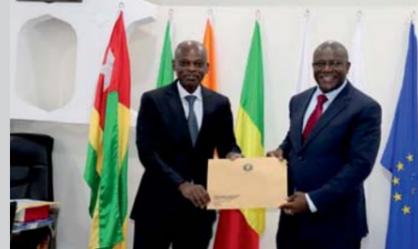


Représentation de la CEDEAO au Togo :

Le nigérian Garba Lompo s'en va, le Bissao Guinéen Barros Bacar BANJAI s'installe

Il a pris fonction lundi dernier le nouveau représentant permanent de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Togo. Il s'agit du Bissao guinéen Barros Bacar BANJAI.

Il a présenté sa lettre de nomination au Prof Robert DUSSEY, ministre des affaires étrangères, de l'intégration



régionale et des togolais de l'extérieur. Le nouveau représentant fera le même exercice avec le chef de l'Etat dans les

prochains jours. Il faut rappeler que la représentation permanente de la CEDEAO a pour mission d'observer et de veiller à la mise en œuvre des politiques communautaires dans l'ensemble des pays membres de l'institution. Le bissao guinéen vient remplacer à ce poste le nigérian Garba Lompo en fin de mission.■

La rédaction

Les droits d'usage de la route désormais perçus sur la route Lomé-Vogan

Les usagers de la route Lomé Vogan-Anfoin sont depuis vendredi dernier, contraints de verser les droits d'usage de la route communément appelés péage sur la nationale numéro 34 connu sous le nom de la route Lomé Vogan-Anfoin. Le nouveau péage situé dans le canton de Kpomé à 18 km de Lomé dans la préfecture de Zio est fonctionnel.

Une simulation a été organisée depuis vendredi dernier sur la voie histoire d'attirer l'attention des usagers de la route sur la nouvelle

mesure sur cette route. Le péage de Kpomé est le 13e géré par la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER).

De nouveaux tarifs sont en vigueur au niveau des péages depuis le mois de mars 2021. Outre les engins moteurs à quatre roues, les droits d'usage de la route ont été élargis aux tricycles qui payent 100f tandis que les engins à moteur à deux roues s'acquittent de 50f. Il faut rappeler que les péages au Togo rapportent environ



17 milliards dans l'année alors que l'entretien routier coûte à la SAFER près de 30 milliards par an.■

P. Fabrice

Espace UEMOA :

Des pas vers un ajustement des données statistiques

Lomé la capitale togolaise abrite depuis le lundi 02 août 2021, la 6e session ordinaire du comité de pilotage du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Organisée par la Commission de l'UEMOA à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité intérieure, cette réunion s'inscrit dans le cadre de la coordination régionale des activités statistiques. Au cours de la réunion qui va prendre fin ce 4 août, les participants devront passer en revue le rapport d'activités statistiques de l'année 2020 du Programme ainsi que le Plan de Travail Annuel et le Budget (PTAB) de l'année 2022 en prélude à son inscription au budget de l'Union.

Durant ces trois jours de travaux, les responsables des Instituts nationaux de statistiques et leurs partenaires (la BOAD, la BCEAO...) ont eu à débattre des questions diverses relatives à l'exécution de cet important programme et formuler des recommandations sur les dispositions nécessaires à la bonne réalisation des résultats qui sont attendus.

Le Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages (PHMECV) est une initiative mise en place par la Commission de l'UEMOA avec pour objectif de renforcer les capacités des Instituts Nationaux de Statistiques (INS), de produire des indicateurs de pauvreté et d'autres indicateurs socioéconomiques comparables au niveau des différents Etats membres de l'Union. Financé par la Banque mondiale, le programme permettra d'améliorer la disponibilité, la qualité et la comparabilité des indicateurs de suivi des conditions de vie des ménages dans les pays membres.

Pour Mahamadou Gado, Commissaire en charge du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité intérieure de la Commission de l'UEMOA, cette réunion



permettra aux participants de passer en revue les activités effectuées en 2020 ainsi que le Plan de travail de l'exercice 2022. « Conformément aux prérogatives du Comité de pilotage, la présente session ordinaire sera consacrée principalement à l'examen du rapport d'activités de l'exercice 2020 et du programme d'activités de l'exercice 2022 » a-t-il déclaré à l'ouverture des travaux.

Pour sa part, le Représentant de la Banque mondiale, Félicien Donat Edgar Townan Accrombessy estime que les données sorties des enquêtes seront exploitées pour satisfaire davantage les besoins des populations. « Nous pourrions être en mesure de dire que contrairement à la situation d'il y a quelques décennies où la production de données était considérée comme une tragédie en Afrique sub-saharienne, nous sommes en plein dans une

ère où la stratégie mise en place permet une richesse de données de qualité qui n'attendent qu'à être exploitées à bon escient pour le bonheur des populations » a-t-il indiqué.

En effet, selon le Représentant du Ministre togolais de la Planification du développement et de la Coopération, ce programme vise à renforcer les capacités des Instituts Nationaux de Statistique dans la conduite des enquêtes d'envergure, à travers la réalisation dans chacun des Etats membres de l'UEMOA, des séries d'enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages.

Le Gouvernement togolais en ce qui le concerne, a engagé depuis plusieurs années déjà des réformes profondes du Système statistique national en vue de le rendre capable à produire des données à même de répondre efficacement aux besoins

en informatique statistiques. De ce fait, le Togo a toujours manifesté son entière adhésion aux différents chantiers d'harmonisation entrepris par l'ensemble de ses partenaires multilatéraux et bilatéraux, notamment la Commission de l'UEMOA qui accompagne ses Etats membres dans des projets comme ceux sur le prix, les comptes nationaux et le bien-être. C'est justement dans ce cadre que l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) a adhéré et participe activement au programme actuel de l'UEMOA sur les statistiques liées aux conditions de vie des populations des Etats membres.

Au moment où le Gouvernement togolais met en œuvre la feuille de route 2020-2025 qui devra faire du Togo un pays en paix et une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable, le programme statistique régional de l'UEMOA notamment son volet « Harmonisation et Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de Vie des Ménages », constitue une grande opportunité et un grand atout particulièrement pour le Togo en termes de

disponibilité d'informations sur la qualité de vie des populations.

Il faut le souligner, le Comité régional de la Statistique joue un rôle central dans l'adoption par les institutions de l'Union des textes à caractère statistique et dans l'élaboration de projets statistiques. Il a largement contribué à l'adoption du Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 et à la négociation du Programme d'Harmonisation et de Modernisation des Enquêtes sur les Conditions de vie des Ménages au sein de l'UEMOA qui est en cours d'exécution dans l'ensemble des Etats membres. Chaque année, le Comité prépare un rapport sur les activités statistiques de l'Union à soumettre audit Comité lors de sa session ordinaire.

Grace aux activités du Comité Régional de la Statistique, des résultats palpables sont atteints ces dernières années notamment la réalisation simultanée de la collecte des données de la première enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages dans les huit Etats membres ; la production et la publication des premiers indicateurs harmonisés sur la pauvreté monétaire ; la disponibilité des bases de données anonymisées ; la mise en ligne des résultats et des micro-données anonymisées ; le renforcement de la notoriété de l'UEMOA sur l'harmonisation statistique. ■

Roger GBESSIA

Etablissement d'un casier judiciaire désormais possible en ligne

C'est désormais officiel, la demande d'établissement du casier judiciaire national peut se faire en ligne sur toute l'étendue du territoire national. La plateforme informatisée du système a été lancée ce lundi 02 août 2021 à Lomé par Mme le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

Etablissement d'un casier judiciaire désormais possible en ligne

C'est désormais officiel, la demande d'établissement du casier judiciaire national peut se faire en ligne sur toute l'étendue du territoire national. La plateforme informatisée du système a été lancée ce lundi 02 août 2021 à Lomé par Mme le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

La digitalisation des principaux services publics aux citoyens est au cœur de l'action gouvernementale à travers la feuille de route 2020-2025. Il s'agit pour le Gouvernement, de faciliter les procédures de délivrance de certains documents administratifs vitaux pour les populations surtout éloignées des administrations.



Le casier judiciaire national fait partie intégrante de ces principaux documents sollicités chaque jour par les citoyens. Et désormais, plus besoin de se rendre sur son lieu de naissance pour en faire la demande. Il suffit juste d'un clic sur <http://casierjudiciaire.gouv.tg> et suivre les instructions. Tout se fait en ligne, y

compris le paiement des frais qui est maintenu toujours à 500 FCFA à travers Tmoney, Flooz ou par carte bancaire. Le demandeur qui habite à Lomé et qui est né à Dapaong, fait désormais sa demande en ligne et reçoit son casier judiciaire à Lomé sans se déplacer à Dapaong. Les avantages de cette digitalisation du casier



judiciaire sont entre autres d'une importance capitale pour le demandeur. D'abord, la pénibilité pour l'obtention de ce document est enrayée. Parce que dans la procédure initiale, il fallait nécessairement que le citoyen se déplace jusqu'au lieu de naissance pour solliciter cet acte. Mais avec la dématérialisation aujourd'hui, le citoyen peut être n'importe où et obtenir cet acte là en faisant une demande en ligne, en payant en ligne, ce que réduit énormément la pénibilité pour lui de en sollicitant un

tel acte. Le nouveau système de délivrance du casier judiciaire est un grand bénéfice pour le citoyen.", a déclaré le Garde des Sceaux, ministre de la justice et de la législation, Pius Kokouvi Agbetomey. Mme le Premier Ministre a félicité toutes les équipes qui ont travaillé à l'aboutissement de ce projet.

Source: présidence

Pendant l'état d'urgence sanitaire, tous les acomptes provisionnels de l'impôt sur les sociétés doivent être payés dans les délais.



COMMUNIQUE

RELATIF A LA DELIVRANCE DES DOCUMENTS FISCAUX

L'Office Togolais des Recettes informe les contribuables et ses partenaires, du rétablissement de ses services de délivrance des documents fiscaux après quelques heures de perturbations enregistrées. Ces perturbations dues à une panne technique ont également affecté le bon fonctionnement du Centre de Formalités des Entreprises dont les prestations ont effectivement repris dans la matinée de ce mardi 27 juillet 2021. L'Office Togolais des Recettes présente ses excuses à tous ses usagers pour les éventuels désagréments subis et les rassure de la fluidité de toutes ses prestations.

Fait à Lomé, le 27 juillet 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Il est institué pour les **commandes publiques**, un **quitus fiscal** et une **attestation de régularité fiscale**.
Ces actes sont **exceptionnellement** soumis à l'apposition d'un **timbre fiscal de 500F**.



La Solution Automatisée de Marquage (SAM) protège les consommateurs contre les produits contrefaits.

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

Office Togolais des Recettes - OTR

Canal OTR

+228 90 99 41 01

8201

Plateforme Industrielle d'Adétikopé : Arrivée des premiers véhicules

Le parking à camions de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) a enregistré le 26 juillet dernier l'arrivée des premiers véhicules en provenance du Burkina Faso. Ce débarquement de camions marque ainsi le début d'activités sur le parc industriel. D'une capacité totale de 484 camions, le parking met à disposition des opérateurs logistiques nationaux comme internationaux, 484 places dédiées à Adétikopé, une périphérie de la capitale togolaise. Pour le Gouvernement, l'objectif primordial visé à travers ce parking est de désengorger le Port autonome de Lomé en allégeant son trafic.

Ce terminal de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé s'inscrit dans la volonté des premiers responsables du parc industriel de porter sa pierre à l'édifice en favorisant l'industrialisation du Togo et permettra de générer des milliers d'emplois au profit de la jeunesse togolaise. L'unité devra permettre aux autorités togolaises en charge du transport de désengorger le Port autonome de Lomé non seulement en allégeant son



trafic mais aussi en permettant aux opérateurs de transport desservant les pays enclavés à l'instar du Burkina Faso, du Mali et du Niger de bénéficier de nombreux services logistiques et des installations de pointe du parc industriel d'Adétikopé tels que : le système de billetterie et d'accès automatisés ; la couverture wifi à haut débit ; le système



de contrôle visuel (CCTV) ; la station de service ; les ateliers d'entretien ; de camions et zones de lavage ; d'une caserne de pompiers ; d'une clinique ; d'un poste de police ; des Equipes de sécurité à plein temps ; des restaurants et bien d'autres commodités.

Notons que la Plateforme Industrielle d'Adétikopé est issue d'un partenariat entre le Togo et le grand groupe industriel ARISE IIP, développeur de zones économiques spéciales en Afrique. Cette plateforme dont l'investissement s'élève à 130 milliards de

francs CFA devra générer des milliers d'emplois au Togo.

Quant au groupe ARISE Industrial Platform (IIP) est une joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et Olam International (Ltd). Arise IIP est spécialisé dans les zones industrielles intégrées et son portefeuille comprend actuellement GSEZ, GDIZ, PIA et SAG.

Inauguré le 6 juin dernier par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, la PIA est un jalon majeur dans la politique de développement du Togo.

Roger GBESSIA

Contentieux maritime entre le Togo et le Ghana :

La 8^e réunion s'est tenue à Lomé entre les deux parties

A l'issue de la 8^e réunion de la Commission technique de délimitation de la frontière Togo-Ghana, entre les autorités des deux pays tenue du 28 au 30 juillet dernier à Lomé dans la capitale togolaise, un sous-comité technique conjoint de délimitation de la frontière maritime a été mis sur pied avec un cahier de charge bien précis. La structure est chargée non seulement de trouver des solutions concertées sur la démarcation de la ligne de la frontière maritime entre les deux pays mais aussi et surtout d'évaluer les données relatives aux lignes proposées par les deux pays.

Cette 8^e réunion présidée par le ministre togolais de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Kokou Edem Tengue marque comme la précédente tenue à Accra, une avancée notable dans la gestion de ce dossier vieux de plusieurs décennies déjà. Les discussions ont tourné autour de la localisation du Pilier 1 de la frontière terrestre, du pilier PO, point de départ de la frontière terrestre et la prise en compte dans les arrangements provisoires des préoccupations particulières des deux parties. Les négociations ont donc pour objectif d'approfondir les discussions en vue d'aboutir à une solution négociée, juste et équitable conformément au droit international sur la question de la mer.

Selon le ministre en charge de l'économie maritime, Kokou Edem Tengue au cours de la



réunion de Lomé, le Togo a fait une proposition qui porte sur la sauvegarde de ses intérêts environnementales, d'exploration des fonds marins, de l'activité des transports maritimes dans la vie du port autonome de Lomé. La partie togolaise souhaite que certaines zones maritimes qui sont importantes pour les activités du Port autonome de Lomé soient préservées. Mais la proposition de la partie ghanéenne empêche le Togo d'avoir accès à la haute mer et de jouir d'un droit fondamental, celui reconnu par la Convention des

Nations unies sur le droit à la mer. Sur ce point, les deux parties restent sereines et espèrent trouver un terrain d'entente. « En ce qui concerne nos deux pays, il n'a jamais existé d'accord de délimitation de frontière maritime. Ceci constitue aujourd'hui un problème majeur au vu des enjeux politiques, sécuritaires et socio-économiques. Mais nous restons entièrement disponibles pour une issue rapide et négociée de ce contentieux », a souligné le Gal Yark Damehane à l'issue de la réunion.

En effet, Lomé et Accra s'opposent depuis plus d'un demi-siècle sur la délimitation de leurs frontières maritimes respectives. Une délimitation héritée de l'époque coloniale qui ne correspond pas à la réalité du terrain et qui est parfois source d'incidents

maritimes entre les deux pays. Une situation qui oblige les deux Etats à se retrouver autour d'une table de négociation pour redéfinir leurs frontières à travers un règlement à l'amiable dans le respect du droit international. Pour les autorités politiques des deux pays, il est question d'échanger sur les données techniques et les dispositions transitoires dans le cadre des négociations pour la délimitation des territoires marins respectifs pour le Togo et le Ghana. C'est ainsi que depuis 2018, les dirigeants des deux pays ont entamé des consultations sur le sujet en vue d'aboutir à un accord définitif de délimitation incluant toutes les zones de discorde.

Il est à préciser également que les deux parties s'étaient entendues d'examiner dans le cadre des arrangements



provisoire les points liés à l'identification de la zone transfrontalière maritime faisant l'objet de dispute, la prise en compte dans les arrangements provisoires des domaines suivants : les patrouilles mixtes, la pêche, la recherche et l'exploration non invasive des ressources minières, la navigation maritime et les questions environnementales.

Selon les informations émanant des sources officielles, les négociations devront vite évoluer et aboutir d'ici la fin de l'année 2021 afin que les deux pays puissent véritablement jouir des avantages de ce bien qu'est la mer. Les deux parties se sont convenues de se retrouver en septembre 2021 à Accra pour poursuivre les discussions dans le cadre de la 9^e réunion conjointe.

RG



ENTREZ DANS LE FUTUR **5G**

XIAOMI
MI 10 LITE 5G



60Go

Valable 30jrs

+

KIT
Offert

=

144 500^{FCFA}
~~299 000 F~~

Bonus 60Go compatible sur 5G, 4G et 3G.
Offre valable jusqu'au 31 août 2021

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg